

Les membres du collectif

AAFA Tunnel de la comédienne de 50 ans - Administration Moderne - Assemblée des femmes - Association française des femmes juristes - ASTREA - BECOMTECH - BPW France - Capital Filles - CentraleSupélec au Féminin - Cercle InterL - Chiennes de garde - Conseil national des femmes françaises - Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) - Dans le Genre Égales - Femmes de justice - Elles aussi - Expertes des questions d'égalité - Femmes à la Une - Femmes Ici et Ailleurs - Femmes Ingénieures - Femmes du Monde et réciproquement - Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (FDFA) - Femmes solidaires - Fédération Nationale des CIDFF (FNCIDFF) - Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) - Fondation des Femmes - Global Contact - Grandes Ecoles au Féminin - Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) - JUMP - Laboratoire de l'Égalité - Mouvement HF - Mouvement français pour le Planning familial - Osez le Féminisme - Observatoire de la qualité de vie au travail - ONU Femmes France - Politiqu'elles - Prenons la une - Sciences-Po au Féminin - Social Builder - UJA - Women in Networking (WIN) - Women Safe

Le bureau

Co-présidentes : Yseline FOURTIC-DUTARDE et Catherine LADOUSSE

Secrétaire générale : Gabriela BELAID

Trésorière : Corinne HIRSCH

Vice-présidentes : Brigitte GRESY, Moïra SAUVAGE, Elisabeth RICHARD

CONTACT PRESSE :

Yseline FOURTIC-DUTARDE : 06 59 39 14 84

Gabriela BELAID : 06 12 63 65 27

Mail : ensemblevslesexisme@gmail.com

Pour plus d'informations :

<https://ensemblecontrelesexisme.org/>

ENSEMBLE CONTRE
SEXISME

PLAIDOYER

pour des élections européennes antisexistes

9 juin - 9 impératifs

pour les femmes européennes

Par le collectif **Ensemble contre le sexisme**

Le 9 juin, nous voterons pour les élections européennes : ce vote doit être un **scrutin de solidarité féministe pour toutes les citoyennes européennes**.

9 juin, 9 impératifs : le collectif Ensemble contre le sexisme vous présente ses recommandations prioritaires pour une Europe féministe, égalitaire et visionnaire.

Créé en 2017, le collectif Ensemble contre le sexisme est devenu en 2022 une association forte de la cinquantaine d'associations, d'instances en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes et des réseaux de femmes d'entreprises engagées pour la mixité qui la composent.

Ensemble contre le sexisme se mobilise pour lutter contre le sexisme sous toutes ses formes et dans tous les secteurs (travail, culture, droit, numérique, santé, handicap, médias, représentations, éducation, etc.), pour dénoncer le sexisme partout et proposer des solutions concrètes pour l'éradiquer.

ENSEMBLE CONTRE LE
SEXISME

1. Officialiser une journée européenne de lutte contre le sexisme le 25 janvier

Après avoir obtenu l'officialisation de la journée nationale contre le sexisme en France, nous aspirons à ce qu'elle devienne une initiative européenne.

L'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale de l'Union européenne depuis sa création : doter l'Union européenne d'un nouvel outil pour faire progresser les droits des femmes, c'est affirmer son rôle moteur en la matière.

2. Inscrire le droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux

Inscrire le droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'UE est crucial pour garantir l'égalité des droits, protéger la santé et la vie des femmes, garantir un socle commun de droits dans un contexte de diversité culturelle et religieuse des pays membres et de montée de l'extrême droite et de l'illibéralisme, des régimes politiques qui s'attaquent en priorité aux droits des femmes.

L'avortement permet aux femmes de disposer librement de leur corps et de leur vie, et garantit une égalité réelle entre les femmes et les hommes. L'inscription de ce droit dans la charte vise également à garantir l'accès à des soins de qualité, à empêcher le corps médical de refuser des interruptions de grossesse, notamment lorsque la vie de la mère est en danger, et de lutter contre les avortements clandestins et dangereux.

Garantir le droit à l'avortement à l'échelle de l'UE permettrait, en affirmant l'absolue liberté des femmes, de sauver de nombreuses vies.

3. Défendre la clause de l'Européenne la plus favorisée

Cette clause, initiée par Gisèle Halimi, prévoit que les lois les plus avancées pour les femmes dans un État membre de l'UE bénéficient à toutes les Européennes et leur soient garantis quel que soit le pays membre dont elles sont ressortissantes. Cela permet de **garantir que les progrès réalisés dans un pays en matière d'égalité des sexes bénéficient à toutes les femmes de l'UE**, sans discrimination fondée sur la nationalité.

Cette clause est particulièrement importante dans les domaines où les écarts entre les pays membres sont importants, tels que l'égalité salariale, la représentation politique, la lutte contre les violences faites aux femmes ou encore la conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Défendre cette clause, c'est promouvoir une **Europe sociale, juste et solidaire**, où les droits des femmes seront continuellement protégés et renforcés.

4. Lutter contre toutes les violences patriarcales infligées aux femmes

En matière de lutte contre les violences faites aux femmes, **l'Union européenne doit impulser une politique volontariste et motrice garantissant la sécurité de toutes.**

En particulier, elle doit veiller à la transposition rapide de la **directive contre les violences faites aux femmes** dans toutes législations nationales.

D'autre part, l'UE, qui a ratifié la convention dite d'Istanbul le 28 juin 2023, doit l'obtenir des 5 États membres sur les 27 qui ne l'ont pas encore ratifiée : Bulgarie, Hongrie, Lituanie, République tchèque et Slovaquie.

5. Développer l'accès des femmes au numérique

Afin de garantir la place des femmes dans le numérique, l'instauration de quotas s'impose ! Ils permettront de réduire les inégalités professionnelles de sexe dans ce secteur, notamment dans l'accès aux formations qualifiantes dans les compétences numériques et techniques. La présence des femmes dans ces métiers d'avenir progresse de seulement 1 % par an. À ce rythme, la parité ne sera atteinte qu'en... 2154.

L'enjeu de la féminisation de la tech via la reconversion et le développement des compétences numériques des femmes est triple : assurer l'indépendance professionnelle et financière des femmes, répondre aux besoins qualitatifs et quantitatifs de talents diversifiés pour pourvoir les emplois de demain et penser des innovations et usages moins biaisés en créant un environnement mixte, inclusif, favorable au **développement de solutions d'intelligence artificielle égalitaires et non sexistes.**

6. Adopter une diplomatie féministe

La diplomatie féministe est la politique d'un État mettant au cœur de son action extérieure l'égalité femmes-hommes, les droits des femmes, la solidarité avec toutes les femmes dont les droits fondamentaux sont bafoués quel que soit leur pays, la liberté et la lutte pour l'abolition du patriarcat. **Véritable arme de paix pour la démocratie en Europe et ailleurs**, une diplomatie féministe européenne permettra de réaffirmer ses valeurs humanistes et pacifistes et de contrer les populismes et régimes autoritaires qui progressent aujourd'hui.

7. Affirmer le principe de parité à tous les échelons de décision

Suite à la directive 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs et administratrices des sociétés cotées, l'UE devra **approfondir cette dynamique, tant à l'échelle de l'ensemble des directions des entreprises et établissements publics qu'au niveau politique.**

8. Faire de l'Union européenne un moteur de l'émancipation économique des femmes

Nous appelons l'UE à **affirmer l'émancipation économique des femmes comme principe de base des politiques publiques.** Cela implique des engagements fermes en faveur de la mixité et une nouvelle définition des critères de la valeur égale du travail afin de **revaloriser les métiers du care**, majoritairement occupés par les femmes. Une attention particulière sera également portée aux décisions impactant **l'accès des femmes au capital** et à **soutenir les investissements portés par les femmes.**

9. Eliminer les stéréotypes sexistes par l'éducation et la formation

Alors que les stéréotypes sexistes entravent la liberté d'orientation des filles, l'UE doit s'engager plus fermement dans ce combat. Nous proposons l'élaboration d'un **guide à destination des enseignantes pour une éducation non sexiste de l'enfance à l'enseignement supérieur** et de fournir chaque année aux élèves une **éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle.**